Section de la Meuse

Compte-rendu du CSAL du 7 juillet 2026

ORDRE DU JOUR

Approbation des PV des CSAL des 02/04/2026 et 07/04/2026

Bilan de la formation professionnelle 2025 et plan local de formation 2026

Tableau de Bord de Veille Sociale 2025

Bilan de la campagne déclarative 2026

Bilan de l'accueil sur rendez-vous dans les SIP

Fermeture de la caisse en numéraire au CDFIP de Commercy et points de proximité

Modification des horaires d'ouverture au CFP de Verdun

Bilan du rattachement du SIE au CC Pros d'Alençon

Point sur la facturation électronique

Questions diverses.

Nous avions boycotté la première convocation à cette instance, en raison de l'annonce subite d'une nouvelle réorganisation d'ampleur à la DGFiP, avec plus de 330 fermetures de sites prévues dès 2027 et jusqu'à 2030.
Pour la Meuse, aucune fermeture n'est envisagée l'année prochaine. Les résultats de l'élection présidentielle seront probablement déterminants quant à la suite des opérations.

Bilan de la formation professionnelle 2025 et plan local de formation 2026

La DDFiP nous a présenté le bilan de la formation professionnelle.
Au total, 866 stagiaires meusiens ont bénéficié de 949,80 jours de formation, soit une moyenne globale de 1,10 jours de formation. Comparé à 2024, le nombre moyen de jours de formation a diminué de 35,75 %. 214 agents, soit 83,92 % de l'effectif ont bénéficié d'au moins une formation.
Nous avons dénoncé le nombre trop important d'e-formations qui sont obligatoires et sans lien avec notre travail. Avec la réduction des effectifs que nous subissons depuis des années, il est de plus en plus difficile de se dégager du temps pour suivre ce genre de formations chronophages. Nous avons demandé à la direction de rappeler aux agents qu'ils avaient la possibilité de poser une *ASA formation professionnelle* lorsque les formations avaient une durée de 3 h ou plus, ce qui a été réalisé lors du dernier message que nous avons reçu.
Nous avons à nouveau fait remonter le problème de l'absence de bases écoles sur les applicatifs Baltic et Gest loc pour les formations cadastrales.

Section de la Meuse

Tableau de Bord de Veille Sociale 2025

De nombreux indicateurs sont présentés dans ce TBVS, qui peuvent être autant d'alertes sur les conditions de travail des agents.

– **Fiches de signalement :** elles s'élèvent à 15 en 2025 contre 11 en 2024. 71,44 % portent sur des menaces verbales/comportementales ; 14,28 % sur des insultes/injures et 14,28 % sur des agressions verbales/comportementales. Nous avons signalé que certains chefs de services incitent encore parfois leurs agents à renoncer à déposer une fiche, qu'elle soit interne ou externe.

– Le **nombre de périodes de congés maladie** de courte durée inférieure ou égale à 5 jours baisse de 69,66 %. La diminution de l'indemnisation du congé maladie ordinaire à 90 % a probablement impacté cet indicateur.

– Le **nombre des écrêtements des horaires** variables augmente légèrement, passant de 169 h en 2024 à 173 h en 2025. Le volume horaire écrêté, quant à lui, diminue (405,76 en 2024 et 279,55 en 2025).

– Le **taux de télétravailleurs** est en augmentation (76,66 % en 2025). Nous avons regretté qu'aucun détail ne soit précisé sur le nombre de journées télétravaillées, certains agents éprouvent des difficultés à obtenir plus d'un jour de TT, alors que le protocole télétravail à la DGFiP en permet jusqu'à trois.

– 34 agents sont dans la tranche d'âge 60 à 67 ans. Dans cette liste, 7 départs sont prévus en 2026. Au total, cela représente 12,98 % des agents affectés.

– **Les taux de rotations ou de vacance d'emplois :** toujours autant de boulot avec moins de monde ce qui accentue l'effet négatif lié à toute suppression d'emploi. Le taux de rotation est en augmentation ce qui est révélateur du manque d'attractivité d'un département comme la Meuse, de notre administration en général et des choix de la politique nationale.

Bilan de la campagne déclarative 2026

La campagne déclarative 2026 s'est déroulée du 09/04/2026 au 04/06/2026. Nos services sont toujours fortement sollicités durant cette période. Une légère augmentation des contacts, tous modes d'accueil considérés, a été constatée par rapport à l'année dernière (13 857 contacts contre 13 274 en 2025). Ces chiffres attestent du fait que, les usagers ont besoin de ces points d'accueil. Les SIP devraient être renforcés pour s'adapter aux besoins de la population. Ce n'est pas vraiment le sens des réformes constatées ces dernières années et à venir (ex : « SIP de demain »).
La direction souhaite toujours transférer le maximum d'accueil vers les France Service. Or moins d'accueil en local, c'est un service plus facile à transférer.

Nous avons à nouveau fait part de notre incompréhension que le SIP Nord Meuse, en difficulté avec ses effectifs, soit chargé de renforcer le numéro national. 2481 appels ont été pris en charge par la Meuse durant cette campagne. Un point positif tout de même depuis cette année : la possibilité de transférer au Centre de Contact les appels les plus complexes.

Une expérimentation d'un module d'IA en « langage clair » a été menée par 3000 personnes au plan national. En Meuse, 3 agents du SIP Nord et 4 du SIP Sud ont testé cet outil.
Ce module propose aux agents une réécriture automatique de leurs réponses pour les rendre plus lisibles et moins techniques. L'agent valide la proposition ou peut l'aménager. Lors de la campagne, l'utilisation de l'outil a été relative, par manque de temps, car cela nécessite un al-

ler-retour e-contact /outil IA, avec un copié-collé de la proposition. L'outil est appréciable et intéressant pour les messages plus complexes, dont les éléments de réponse initiaux seraient trop techniques.
Ce module devrait être déployé au secteur recouvrement des SIP pour la campagne des avis, avant d'être généralisé à l'ensemble des agents en 2027.

Enfin, nous avons demandé à ce que le PCD, s'il est à nouveau sollicité comme renfort l'année prochaine, soit associé aux réunions de campagne.

Bilan de l'accueil sur rendez-vous dans les SIP

Depuis le 1er septembre 2025, les rendez-vous physiques sont pris à l'initiative des agents (tous SIP, agents DDFiP assurant des permanences et Centres de contact), lorsque la situation des usagers le nécessite, notamment en cas de situation fiscale ou personnelle complexe (ex : décès du conjoint).

Une baisse des rendez-vous physiques de 44,87 % a été constatée en contre-partie d'une hausse de 11,64 % des rendez-vous téléphoniques.

Les deux SIP ont relevé un gain de temps, dans la mesure où ils ne doivent plus assurer les contre-appels et/ou assurer des rendez-vous qui ne sont finalement pas honorés (préparation en amont pour rien). De plus, ce dispositif a permis une gestion simplifiée des plannings des agents.

Fermeture de la caisse en numéraire au CDFIP de Commercy et points de proximité

Le SGC de Commercy, qui gère la caisse pour le Centre des Finances publiques, ne réceptionne plus de numéraire depuis le 1er juillet 2026.

Les arguments évoqués sont :

— Une baisse régulière de ce moyen de paiement sur les dernières années,

— une amélioration de la sécurité des agents lors des dégagements des fonds (d'autres moyens auraient pu être mis en place, mais ils se révélaient plus coûteux),

— un allègement des opérations de caisse,

— un renforcement des mesures d'hygiène,

— et cerise sur le gâteau, une réduction du coût des dépenses (avec une belle économie de… 130 € !).

Comme toujours, les usagers doivent s'adapter au manque de moyens, alors que c'est notre administration qui devrait s'adapter à leurs besoins. De plus, comme dit précédemment, un site où les usagers ne se déplacent plus est à risque de fermeture.

Modification des horaires d'ouverture au CFP de Verdun

Nouvelle évolution des horaires d'ouverture en accueil physique spontané à compter du 1er septembre 2026 pour le Centre des Finances Publiques de Verdun. Il est actuellement ouvert le matin les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8h30 à 12 h.

Le changement proposé consiste à ouvrir les lundi, mardi, jeudi et vendredi matin de 9 h à 12 h.

Nous nous sommes abstenus sur ce vote. Nous regrettons une nouvelle contraction des horaires d'ouverture pour les usagers, même si nous sommes conscients que les agents pourront consacrer ce temps supplémentaire à l'énorme charge des travaux de gestion.

Section de la Meuse

Bilan du rattachement du SIE au CC Pros d'Alençon

Le SIE de la Meuse est rattaché au Centre de contact Pro d'Alençon depuis juin 2025.

Cela a conduit à une décharge des appels téléphoniques et des formulaires e-contacts généralistes.

Les agents soulignent les avantages suivants :

• Libérés de l'accueil téléphonique, ils peuvent se consacrer à des actions à enjeux, notamment à des tâches plus complexes (gestion, mise à jour du fichier des entreprises, relance, recouvrement forcé, traitement des réclamations).

• Les demandes traitées par les agents (par exemple des réponses apportées en matière de TVAI) du CC PRO sont de qualité (de rares cas nécessitant des échanges directs avec le SIE).

• Le rattachement a renforcé l'harmonisation des pratiques (note du bureau GF-2C du 11/09/2025 : annotation du BNU, saisie des plans de règlement, etc…) au sein du service, grâce à la mutualisation des outils et des ressources.

Si le retour d'expérience des agents du SIE depuis le rattachement au Centre de contact s'avère globalement positif, il a tout de même conduit à **3 suppressions de postes** (une au titre de la contribution au centre de contact et 2 autres suite à « recalibrage des effectifs du service lié à la nouvelle méthode d'allocation des emplois »), à la veille de l'arrivée de la facturation électronique, dont on ne connaît pas encore le volume de surcharge de travail induite. **Comme d'habitude à la DGFiP, on supprime les postes d'abord, on absorbe la réforme ensuite, quel qu'en soit le coût !**

Point sur la facturation électronique

À partir de septembre 2026, plus de 10 millions d'acteurs économiques entreront progressivement dans le dispositif de la facturation électronique (27 000 pour la Meuse).

La note concernant les « SIE de demain » est attendue depuis plusieurs années, toujours rien à l'horizon… Par contre aucun problème pour supprimer des postes en amont ! Avec la mise en place de ce dispositif, c'est une réorganisation des services qui s'opère en silence.

Nous dénonçons également le manque de formation. Certains agents auront la chance de pouvoir suivre la formation de 6 h en présentiel, ce qui au regard des premiers retours, est déjà clairement insuffisant pour être opérationnel. D'autres n'auront qu'à se satisfaire de l'e-formation d'une heure…

Les agents connaissent bien leurs missions, ils savent que la pierre angulaire du dispositif, l'annuaire des entreprises mis à jour par l'alimentation des informations suite à la création des entreprises, n'est pas prêt. Or, depuis des mois, Solidaires Finances Publiques alerte sur le guichet unique des formalités des entreprises et ses nombreux dysfonctionnements depuis que l'expertise humaine a été remplacée par le tout numérique.

Une chose est sûre : au moment du rush annoncé, les charges de travail vont exploser partout. Car le tout ne sera pas de gérer la Facturation électronique, il faudra continuer à assurer les autres missions de service public alors que les SIE souffrent d'un manque d'effectifs dû aux suppressions d'emplois et aux postes vacants importants.

Impréparation, manque de formation, charge de travail supplémentaire… comme révolution, on a vu mieux.

Section de la Meuse

Solidaires Finances Publiques
SYNDICAT NATIONAL

Question diverses

Nous avons demandé, au vu du contexte actuel, où en étaient les devis concernant les stores extérieurs pour le bâtiment B de la cité administrative de Bar le Duc. La direction va étudier une possibilité de financement hors recours à l'enveloppe locale.

Par ailleurs, des devis pour des ventilateurs de plafond et des rafraîchisseurs d'air ont été demandés.

Nous avons demandé qu'un tour des services soit effectué sur les besoins d'abonnements (feuillets rapides Francis Lefèvre, Est Républicain…).

Nous avons signalé qu'une porte extérieure se refermait mal dans le bâtiment A de la cité.

Nous avons évoqué le problème du monte-charge de ce même bâtiment, qui fait office d'ascenseur. Nous craignons qu'il ne supporte pas une utilisation quotidienne.

Nous avons demandé à être destinataires du plan du futur accueil de Verdun.

Enfin, nous avons fait remonter le manque d'agent technique suite au départ en retraite de l'un d'entre eux sur la cité administrative, ce qui emporte des conséquences importantes sur la charge de travail du seul agent restant sur site avec des interventions sur les 8 services de la cité administrative.

De même, nous avons demandé à ce que des consignes et des aménagements soient effectués à destination des agents techniques et des femmes de ménages notamment en cas de survenance d'un nouvel épisode de canicule et de vigilance rouge.

Vos représentant·es :
Eve Cultot,
Bruno Rop,
Eric Porchon,
Myriam Héba,
Etienne Dechavassine,
Enrico Schaeffer.